



Le Confidential Africain

Bimensuel international d'informations stratégiques et d'analyses

Ce que l'on ne vous dit pas ... sur l'Afrique

www.confidentielsafricain.com

SOMMAIRE

N° 105 - Paris, le 1^{er} octobre 2009

France - Afrique P.2

Gbagbo, Bédié, Ouattara et la France
Une présidentielle en novembre,
bonjour la crise
Nouvelle venue dans les médias

Essuie-glaces P.2

CÔTE D'IVOIRE - GABON - CAMEROUN
BURKINA FASO - TOGO - GUINEE

L'oreille en coin P.3

Doléances de 39 ans
Banny et Oble
Changement

Balançoire P.3

Gnamien Konan
Paul Biya

Les hommes de Alassane Ouattara P.3

CÔTE D'IVOIRE (suite)

Confidences de... P.3

Léontine Howa

Afrique de l'Ouest P.4

CÔTE D'IVOIRE

Mambé en justice, présidentielle
« parfaitement » menacée
Mouvements militaires à Abidjan

SENEGAL

Anoci : Qui veut la tête de Karim Wade ?

GUINEE

L'UA et le casse-tête Camara

Afrique centrale P.5

GABON

La solitude de l'opposition
Le plan « B » des frontistes
La fin de la « république des Dg »

CAMEROUN

Popaul prépare sa fiesta
Scandale à la SNH
Des responsables dans l'œil du cyclone

CONGO

Rififi à la BDEAC

TCHAD

Quel rôle pour Goukouni Oueddeï ?

Économie P.7

Livres de... P.7

La revue Autrepart - Marion Fresia

Gombo Sucré P.8

Les Gens P.8

Eric Waku - Alexis Vincent Gomes

[A la Une...] SENEGAL

Depuis la sortie du livre de **Latif Coulibaly** *Comptes et mécomptes de l'Anoci*, on s'interroge sur les commanditaires de ce livre qui occupe depuis sa publication, la *Une* de l'actualité sénégalaise. En attendant la suite de l'enquête promise par l'auteur et surtout les contre-attaques des « Karim boys », nous avons voulu savoir. Lire page 4.

"ENTRE NOUS"

Docteur Wade et Mister Camara

En l'espace de huit mois, le président sénégalais **Abdoulaye Wade** a effectué plusieurs voyages à Conakry, sans que la politesse de la réciprocité ne lui ait été rendue du côté des officiels guinéens. Des voyages pour convaincre le capitaine **Moussa Dadis Camara** (dont l'armée vient d'abattre une centaine de manifestants rassemblés dans un stade de Conakry), de respecter le chronogramme initial de transition établi entre les forces politiques, la junte au pouvoir et la communauté internationale. Un chantier de la transition qui est en train de devenir pour les deux parties en conflit en Guinée, un terrain d'affrontement de plus en plus violent, et à son corps défendant, de se transformer - au lieu de devenir une solution - en un problème pour le président **Abdoulaye Wade**.

Très avisé, le président Wade savait dès le départ que l'installation d'un pouvoir militaire aussi fort que désorganisé à Conakry aurait des conséquences néfastes pour son pays qui abrite presque deux millions de Guinéens. Il donc a - la fois - utilisé la séduction comme la fermeté pour conduire le capitaine **Moussa Dadis Camara** à respecter ses engagements d'achever un « état d'exception » à l'issue duquel, il ne serait pas un des candidats au nouveau scrutin présidentiel.

Mais, depuis la volonté affichée du capitaine de Conakry de vouloir briguer la magistrature suprême, celui-ci qui a pris l'habitude de qualifier « mon père », le président sénégalais, veut insidieusement faire passer Me Wade pour un soutien non avoué de sa nouvelle initiative politique. A l'inverse, de nombreux acteurs politiques guinéens et membres de la société civile, défendent l'autre idée selon laquelle, la diplomatie sénégalaise sur fond d'intérêt financier et stratégique, voudrait rééditer à Conakry, un scénario qui a déjà eu lieu à Nouakchott en permettant au général **Abdel Aziz**, de légitimer son pouvoir par les urnes, après avoir renversé un chef d'Etat démocratiquement élu. Sans que sa bonne foi ne soit officiellement remise en doute par aucune des parties, chaque camp politique guinéen tente de ranger de son côté ou forcer la main du Sénégalais. Le capitaine **Dadis** n'a-t-il pas attendu le dernier

voyage du président Wade pour le conduire directement de l'aéroport de Gbessia vers une grande salle de la capitale, chauffée à blanc par des manifestants pro-Dadis convoyés des différents quartiers de la capitale, avec en prime, quelques billets et un sac de riz, de quoi obliger le président reçu à « inviter la communauté internationale à venir voir », les foules spontanées acquises à la cause du chef de la junte. Il n'en fallait pas plus pour que l'opposition (guinéenne et sénégalaise) interprète les propos du président Wade comme un soutien affiché, et organise quelques jours après, des marches à Conakry, Paris et aux Etats-Unis contre le fondateur du *Sopi* (changement en langue wolof). L'opposition sénégalaise a l'a même accusé de mettre à feu les relations entre les deux pays. La preuve : les attaques de la communauté guinéenne contre l'ambassadrice de Sénégal à Conakry, la mise à sac d'une bijouterie sénégalaise ouverte à Conakry depuis 40 ans.

Victime d'une action minimaliste de son propre camp pour relayer ses idées sur la crise guinéenne, la vision du président Wade rétablissant sa position officielle est vite passée à la trappe médiatique. En réalité pourtant, il a pris le pas au départ sur la Cedeao et le groupe international de contact, pour anticiper les effets désastreux de la crise, là où aucun chef d'Etat de la région n'a pris le pari de s'immiscer dans les affaires de ces Guinéens au nationalisme si ombrageux. Mais alors que le consulat sénégalais dénote la présence de plus de 500 000 sénégalais en Guinée, les Guinéens font quatre fois ce chiffre au Sénégal. Aujourd'hui, l'équation devient de plus en plus incertaine, puisque malgré la résolution du 21 juillet 1999 de l'Union africaine interdisant la légitimation des coups d'Etat en Afrique, la plupart des militaires qui ont pris le pouvoir (**Robert Gueï**, **François Bozizé**, **Abdel Aziz**) ou tenté d'imposer un candidat (**Faure Gnassingbé**) ont fini par atteindre leurs objectifs de candidature ou de prise du pouvoir. Le président **Abdoulaye Wade** tente - depuis lors - de faire la différence, tandis que **Dadis Camara** essaye de son côté, de confirmer la règle. Pendant ce temps, le peuple attend de voir celui qui sera son vrai libérateur...

■ Gbagbo, Bédié, Ouattara et la France

Franchement, des fois on se demande ce que veut la classe politique ivoirienne. Elle dit tout et son contraire, fait tout et son contraire. Tenez, il paraît qu'une élection présidentielle est prévue le 29 novembre 2009 en Côte d'Ivoire. Mais la mise en place des mécanismes devant aboutir à ce scrutin peine à être concrétisée. Le président **Laurent Gbagbo** et ses deux adversaires savent très bien que cet exercice électoral ne se tiendra pas en novembre, rien que la question du désarmement des Forces nouvelles (FN, ex-rébellion) et des Fanci (armée nationale) suffit à dire que la présidentielle de novembre est à la Côte d'Ivoire, ce que le cacao est à la France. Mais Gbagbo, **Henri Konan Bédié** et **Alassane Ouattara** font comme si cette élection - en dépit de toutes les incertitudes - se déroulera à la date prévue. Ouattara s'est donc attaché les services d'une agence de communication en vue de soigner son image dans la perspective... de la présidentielle.

Naturellement il a cherché en France et s'est acoquiné avec **Patricia Balme**. Cette dernière n'est rien d'autre que la présidente du cabinet de conseil en communication politique « PB Com International », créé dans les années 1990, qui gère aussi l'image du président camerounais Paul Biya dont elle est le conseiller politique. C'est à elle qu'il revient de « vendre » Ouattara à l'international. En Côte d'Ivoire, l'ex-Premier ministre a choisi l'agence française Voodoo communication, spécialisée dans la communication professionnelle depuis 8 ans. De son côté le président Laurent Gbagbo (Cf LCA 104) est fiévreusement conseillé par **Stéphane Fouks** le directeur général de Havas du groupe Bolloré par ailleurs co-président d'Euro RSCG Worldwide. La campagne de com' de Gbagbo s'adosse aussi sur l'agence « Cyclone » de **Nady Bamba**...sa seconde épouse qui était, il n'y a pas longtemps, à Paris pour faire du lobbying (Cf LCA 104).

Ne voulant pas laisser les autres le distancer sur le terrain de la communication. L'ancien chef de l'Etat, **Henri Konan Bédié** d'habitude « hostile » aux structures de « com » est entré lui aussi dans la danse. Il vient de confier l'amélioration de son image à trois Ivoiriens : **Denis Kah Zion**, secrétaire à la communication du PDCI RDA, et patron de presse, **François Amichia**, maire de la commune de Treichville et **Emile Ebrotié**, jeune aux dents longues dans les rangs du PDCI. Ce beau monde est appuyé par de grands spécialistes de l'agence McCann-Erickson structure du groupe américain McCann Worldgroup. Voilà pour ces trois prétendants au fauteuil présidentiel. Chacun entend gagner, l'ennui c'est que personne ne sait quand ? Sauf peut-être Gbagbo, seul vrai capitaine dans le navire.

■ Une présidentielle en novembre, bonjour la crise

Il n'y a pas que la seconde épouse de **Laurent Gbagbo**, « la grande dame » **Nady Bamba** qui souhaite que la présidentielle soit reportée aux fins de permettre à son époux de président de bien se préparer. Il y a aussi et surtout **Malick Issa Coulibaly**. Ce bonhomme - comme Nady - était récemment (début de la deuxième semaine

de septembre) sur les bords de la Seine évidemment pour un lobbying en faveur de Laurent Gbagbo. Devant ses interlocuteurs français du Château interloqués, il a sifflé entre les dents que la présidentielle ivoirienne n'a pas besoin d'être précipitée, c'est-à-dire qu'il n'y a pas le feu à la maison, donc pas d'urgence à organiser ce scrutin. Les Ivoiriens apprécieront.

En tout cas, Coulibaly a affirmé (sans rire), mais on peut en rire, que si les partenaires de la Côte d'Ivoire ne veulent pas de crise, alors ils feraient mieux de ne pas pousser à la tenue de la présidentielle en novembre. Ce type défend très bien son poste, parce qu'il a été nommé directeur de cabinet adjoint à la présidence à la suite du décès de **Sarata Touré** qui occupait ce fauteuil. Imaginons un instant que Gbagbo perde les élections dans un scrutin « précipité », Coulibaly pourra alors dire adieu veau, vache, lait...on comprend des lors sa démarche.

■ Nouvelle venue dans les médias

Après Africa 24, 3 A télé Sud, c'est au tour de Afrik.Tv de voir le jour dans le paysage audiovisuel français, mais essentiellement tourné vers l'actualité africaine. L'initiateur de ce projet est un vieux de la vieille qui s'y connaît dans le domaine. De fait le concepteur, le Français **Hervé Bourges** a été le *first* président de la Radio France internationale (RFI) avant de déposer ses cartons et son expérience au sein de TF1 et enfin à France télévisions. Les reportages et autres émissions de Afrik.Tv seront diffusés sur Internet notamment sur le site Afrik.com. Les émissions sur l'actualité en Afrique seront vendues aux chaînes françaises comme France 24, RFO, TV5, CFI, Africa 24, etc.

ESSUIE-GLACE

■ CÔTE D'IVOIRE

Laurent Gbagbo s'offre un gilet par balle traditionnel. Les *dozo* vous connaissez ? Ce sont des chasseurs traditionnels à qui on attribue des pouvoirs mystiques. On les retrouve au Mali, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. A l'approche de la présidentielle, le président Laurent Gbagbo ne s'est pas fait prier pour se dégoter son gilet de *dozo*. C'est le président du Burkina Faso *himself* **Blaise Compaoré** qui le lui a remis. En retour, le Burkina Faso est devenu co-propriétaire du Port d'Abidjan avec en bonus la somme de 500 millions de F.CFA. Maintenant que Gbagbo est aussi « kanqué » (protégé mystiquement) comme les *dozos*, les rebelles et les opposants à son régime n'ont qu'à bien se tenir, on verra ce qu'on verra...Banzai !

■ GABON

Ils sont peu les Gabonais qui connaissent le désormais célèbre **Armand Brice Ndzamba**. Agent comptable du bureau extérieur de la Beac à Paris, il est au cœur d'un vaste scandale qui vient de coûter plus de 19 milliards de F.CFA. Ces fonds auraient été détournés par ses complices et lui. Selon les premiers résultats de l'enquête, Brice serait l'unique propriétaire d'un ensemble de trois immeubles de six à sept étages chacun sortis de terre à une vitesse fulgurante et situés dans le quartier du Golf, dans le 5^{ème} arrondissement de Libreville. L'investissement a forcément été colossal...d'où les 19 milliards détournés ? Hum, y'a n'en qui ont gros cœur hein !

■ CAMEROUN

Que diable, c'est chaud pour **John Fru Ndi**. Le leader charismatique du Social democratic Front (SDF, opposition) veut la tête de **Serge Numba** responsable régional du SDF pour l'Ouest. Le chairman veut bien s'appuyer sur les statuts du parti concernant l'exclusion pour se débarrasser de ce membre iconoclaste, mais ça ne passe pas ! Si Serge Numba qui décrie les pratiques anti-démocratiques au sein du SDF venait à être exclu, le groupe parlementaire constitué à l'Assemblée nationale se désintégrerait. De plus Numba jouit d'une popularité dans la région de l'Ouest et surtout dans la Mifi où se recrutent le gros des membres et sympathisants du SDF ; son exclusion pourrait faire perdre pied au SDF au profit de ses rivaux notamment le RDPC (au pouvoir). Dans l'opposition où il n'y a pas de sous, ils se castignent et quand ils seront au pouvoir ? On tremble déjà.

*Pour le sommet du sénat prévu par la Constitution de 1996, la priorité semble être réservée aux cadres du parti au pouvoir ou aux pères fondateurs du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir). Des noms qui circulent sont ceux des candidats malheureux qui lognaient du côté du secrétariat général et qu'on dit vouloir récompenser en les plaçant à la tête de la future chambre du parlement. Particularité, ils ont une image - auprès de l'opinion - totalement écornée. Dans ce casting, figurent l'ancien directeur de l'Ecole des cadres du parti, **Augustin Kontchou Kouomegni**, originaire de la région de l'Ouest ; **Ebénézer Njoh Mouelle**, ex-secrétaire général du comité central du RDPC, originaire du Nkam dans le Littoral. Le président **Paul Biya** pourrait faire une fleur aux femmes notamment **Dorothy Liffange Njeuma**, militante de première heure ; **Rose Zang Nguélé**, ancienne ambassadrice ; **Cécile Bomba Nkolo**, médecin, ancienne ministre...Bon, n'en jetez plus, on a compris, ils ont décidé de manger entre eux.

■ BURKINA FASO

Le « beau Blaise » et l'ONU filent le parfait amour. Les deux tourtereaux que sont le président **Blaise Compaoré** et le secrétaire général de l'ONU, **Ban Ki-Moon** se sont récemment rencontrés (en septembre) à New York pendant vingt minutes dans le bureau du secrétaire général au 38^{ème} étage du siège des Nations unies. Il paraît que Ban Ki-Moon a félicité - de nouveau - son amour Compaoré pour sa bonne conduite dans les affaires en Afrique de l'Ouest. C'est vrai que Compaoré est sur de nombreux fronts dans la sous-région comme médiateur en passant par la crise ivoirienne, togolaise, guinéenne, etc. La vérité vraie, c'est qu'il est à quelques exceptions près, l'instigateur de ces crises, donc quoi de plus normal qu'il y soit impliqué ? En attendant son pays est membre du Conseil de sécurité et Blaise Compaoré a eu l'immense bonheur de faire une communication à l'ONU sur le règlement et la prévention des conflits dans le monde plus particulièrement en Afrique. Non, on ne rêve pas...



L'oreille en coin

Doléances de 39 ans

Depuis 1970, les familles expropriées pour construire le stade n'ont jamais été dédommagées. A la faveur du récent match retour contre les Panthères du Gabon, c'est un trio dépareillé qui s'est rapproché des autochtones de la cuvette de Mfandena. **Martin Bélinga Eboutou**, directeur du cabinet civil, **Michel Zoah**, ministre des Sports et de l'éducation physique, Philippe Dieudonné Mbarga Mboa, ancien ministre des Sports et de l'éducation physique. Pour ces personnalités, il s'agissait de conjurer une éventuelle colère des « dieux » de Mfandena en les désintéressant et en promettant de transmettre au président **Paul Biya** les doléances de ceux-ci. La suite est attendue...

Banny et Oble

La belle **Jacqueline Lohoués Oble** est candidate à la présidentielle du 29 novembre en Côte d'Ivoire. Elle l'a officiellement annoncé. Mais pour qui connaît Jacqueline Oble, elle n'a ni le charisme, ni les fonds pour s'engager dans une compétition aussi délicate comme la présidentielle. La preuve au moment où nous mettons sous presse cette information, elle n'avait pas encore payé les 20 millions de F.CFA de caution que tout candidat doit déboursier avant de se lancer dans la course. Mais ses « supporters » disent que cela ne saurait tarder. La réalité est que ces « supporters » sont furieusement ressemblants à ceux qui soutenaient **Charles Konan Banny** lorsque ce dernier était Premier ministre. On l'aura bien compris « *en réalité Oble est une marionnette, elle est poussée par Charles Konan Bédié dont les ambitions présidentielles ont été contrariées au sein du PDCI* », croit savoir un homme politique ivoirien de première main. En clair, derrière cette sympathique dame se cache un homme (on pensait que c'était le contraire) qui tient à assouvir ses desseins : avoir un destin national. « *Vous verrez, ce que je vous dis sortira tôt ou tard* », souligne la même source.

Changement

Ca bouge à l'ambassade du Ghana en France. Le diplomate ghanéen **Lawrence Azumah** très sympathique communicateur est retourné dans son pays appelé à d'autres fonctions. Sa remplaçante est **Rita Hagan**, une diplomate de formation : une femme qui a le commerce facile et l'humanité chevillée au corps.

BALANCOIRE

Gnamien Konan

Tout le monde politique pensait qu'il rigolait, qu'il n'allait pas aller au bout, qu'il n'allait jamais défier le président Laurent Gbagbo. Eh bien, c'est chose faite désormais. Comme le veut la loi au terme de la déclaration de candidature, le colonel major **Gnamien Konan** président de l'Union pour la Côte d'Ivoire (UPCI), a payé sa caution de vingt millions de F.CFA au Trésor public. Sur cette somme sept millions sont issus des cotisations des cadres et militants de ce parti nouvellement créé. Après cet acte, le colonel major a déposé sa candidature à la Commission électorale indépendante (en présence de milliers de militants de son parti) « *Nous avons offert cette somme au président Gnamien Konan pour montrer qu'il n'est pas seul et aussi lui apporter notre soutien et lui témoigner notre solidarité. Le dépôt de candidature du colonel major sera une étape historique qui vient concrétiser l'acte de sa candidature. Qui est considérée comme une offre publique de service. Lorsque nous serons au pouvoir, notre candidat travaillera avec les Ivoiriens. C'est une façon de dire que notre candidat n'est pas seul* », a indiqué le colonel **Kpangni Moro**, un cadre de l'UPCI.

Paul Biya

Attendu à New York pour prendre part à la 64^{ème} Assemblée générale des Nations unies, le président **Paul Biya** aurait dû quitter le pays, comme l'aurait prévu son agenda, le 14 septembre pour assister, le jour suivant, à l'ouverture de la session par le Libyen **Ali Abdussalam Treki**. Au départ, le chef de l'Etat s'est montré réticent à effectuer ce voyage, qui comme on l'imagine, doit être dispendieux, en dépit du fait que les numéros de série et les types d'armes des éléments de la garde du Président aient été communiqués à la représentation diplomatique du Cameroun à Washington. Sans doute son séjour controversé à La Baule étant encore frais dans les esprits, surtout ceux des bailleurs de fonds multilatéraux, aurait été pour quelque chose dans ces attermoissements. Mais plus évident, ce retard est dû à l'absence d'aéronef qui devait transporter Biya. A deux reprises, le 14 et le 16, le couple présidentiel aurait fait et défait ses valises pour ne décoller que le 18 septembre.

CONFIDENCES DE...

Léontine Howa, déléguée générale du PDCI (France)

« *C'est sur l'accord Bédié-Ouattara que naîtra la nouvelle Côte d'Ivoire* »

Votre président Henri Konan Bédié est sur le front des activités politiques pour la reconquête du pouvoir perdu en 1999 ?

La perte du pouvoir en décembre 1999 était, il faut le rappeler, une conspiration d'une poignée de militaires manipulés, au détriment de la majorité silencieuse des Ivoiriens qui assistent aujourd'hui médusés et désespérés à la destruction et au pillage de notre pays. Henri Konan Bédié est aujourd'hui sur le terrain d'abord à la demande des militants qui manifestent de plus en plus le besoin de le voir, de l'entendre et de le toucher, ensuite pour prêcher une nouvelle espérance au peuple et enfin pour occuper le terrain, la seule voie qui mène à la victoire. Le président est un démocrate qui se prépare à reprendre par les urnes le pouvoir qui lui a été usurpé par les armes. Ceci dit, à Paris, les militants du PDCI sont sur tous les fronts pour dénoncer la mauvaise gouvernance, le pillage systématique de notre économie et la prise en otage du pays. Nos militants sont à l'écoute.

On présente le président Bédié comme le père de la politique ultra-nationaliste de « l'ivoirité », le gouvernement a supprimé la carte de séjour synonyme d'exclusion des étrangers...

La carte de séjour a été imposée par **Alassane Ouattara**, Premier ministre, sous **Houphouët-Boigny**. C'était une nécessité de l'époque et cela l'est encore aujourd'hui pour un pays, comme la Côte d'Ivoire qui détient après les Etats unis et le Canada, le 3^{ème} taux d'immigrés le plus élevé au monde. Supprimer la carte avec une telle brutalité pour des fins essentiellement électoralistes n'est pas responsable. Toutefois, avec la crise, la communauté burkinabé a énormément souffert ces 5 dernières années. La suppression de la carte de séjour est à ce titre, un bon geste de consolation à l'endroit des Africains de la Cedeao que nous apprécions. Néanmoins, l'heure viendra où nous devons repenser l'intégration et la gestion de la forte population étrangère présente en Côte d'Ivoire qui accueille, à elle toute seule, 9 destinations sur 10 déplacements à l'intérieur de l'espace Cedeao.

Le président Blaise Compaoré médiateur dans la crise ivoirienne a émis le souhait que la présidentielle se déroule maintenant c'est-à-dire en novembre. Que ferait votre parti si le scrutin ne se tient pas ?

Nous mesurons les bonnes intentions du facilitateur Compaoré, les arithmétiques politiciennes des autres et le fétichisme des dates. Le PDCI se tient à la seule réalité de ce que dit l'organe légitime pour organiser les élections qui est la Commission électorale indépendante. Pour le scrutin lui-même, le FPI (au pouvoir) a habitué les Ivoiriens à tant de rendez-vous manqué ! On a fini par s'en accommoder ! Au PDCI, nous n'avons ni milices, ni armes pour prendre par la force ce qui pourrait nous revenir. Nous n'avons pas la culture de la violence qui s'est installée dans le pays depuis notre départ du pouvoir. Mais, nous avons foi qu'un jour ou l'autre, les élections auront lieu. Alors comme le dit le président Bédié, nous les battons à plate couture. Maintenant, contrairement à ce que disent les détracteurs, sachez une fois pour toutes qu'Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara sont des hommes. Et comme tout homme peut se tromper, Bédié et Ouattara se sont, à un moment, trompés. Ils se sont ensuite retrouvés pour faire table rase du passé et de nouveau reconstruire ensemble. Il est évident que ceux qui fondaient leurs actions sur le désaccord Bédié-Ouattara ne se retrouvent plus ! Alors on parle d'alliance de dupes. Je crie à ceux qui veulent l'entendre, que l'accord des deux grands leaders est solide comme du roc. C'est sur ce roc que renaîtra la Côte d'Ivoire post-guerre.

Côte d'Ivoire (suite)

... Ministre de l'Enseignement supérieur, **Ibrahim Cissé Baongo**, est l'un des redoutables polémistes du Rassemblement des républicains (RDR) et surtout le « Monsieur argument » de l'ancien Premier ministre **Alassane Ouattara**. Professeur de droit, il a appris à dénouer toutes les intrigues juridiques que les adversaires de Ouattara ont souvent monté en épingle. Baongo comme on l'appelle est l'intellectuel qui n'hésite pas à engager le débat. Un brin provocateur, il a l'art de démonter toutes les hérésies et autres arguties qui plombent le débat politique, surtout quand elles visent Alassane D. Ouattara (ADO). Sa notoriété, il l'a doit d'abord à lui-même. Chroniqueur dans le journal *L'Essentiel* à la création du RDR, il a fait voir « *de toutes les couleurs* » aux défenseurs de l'ivoirité. On lui doit des sorties heureuses qui ont clarifié les discussions politiques. Il a été au centre de nombreuses réflexions qui ont nourri les arguments de son parti durant les grandes négociations politiques. C'est justement grâce à son talent que Ouattara lui a placé sa confiance en le proposant comme ministre au titre du RDR dans les différents gouvernements depuis le début de la crise militaro-politique de 2002. Aujourd'hui Baongo est un pion incontournable et indispensable au sein de sa formation. Pour être sur la liste de ses amis, il ne faut surtout pas être « un calculateur » car « *si je déteste une chose, ce sont les calculateurs* », dit-il.

Outre le ministre de l'Enseignement Supérieur, ADO peut compter sur ses grenadiers voltigeurs, la jeunesse de son parti. En tête, le battant **Karamoko Yayoro**. Il est le président du Rassemblement des jeunes républicains (RJR). Ce militant a fait ses armes au sein de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) auprès d'un certain... **Guillaume Soro**, actuel Premier ministre ivoirien. Au RDR, tout le monde sait - à commencer par Ouattara - que Karamoko Yayoro a un grand rôle à jouer pour une victoire de l'ancien directeur adjoint du FMI. Car c'est à lui que revient la lourde tâche de mobiliser les jeunes qui depuis la naissance du RDR sont les fers de lance de ce parti. Le dernier chiffre en date non exhaustif fait état d'au moins 3000 jeunes morts pour la cause du RDR. En misant sur Karamoko Yayoro, Alassane Ouattara fait le pari de confier à ce jeune le rôle de locomotive. Parce que dans la configuration politique ivoirienne, la quasi-totalité des présidents de jeunesse des partis politiques sont issus de la FESCI. Discret, assurément Karamoko l'est. Harangueur et mobilisateur, il l'est aussi. Depuis début 2009, il ne cesse de parcourir les villes, villages, hameaux de la Côte d'Ivoire pour vendre l'idéal du RDR aux nombreux jeunes déçus des hommes politiques ivoiriens. En la matière, il n'est guère un novice, parce qu'au sein de la FESCI, lorsqu'il a fallu prendre la direction (Soro étant alors arrêté), « Kara » (son petit surnom) n'a pas failli. Il a poussé le régime d'alors dans ses derniers retranchements au point que ce dernier s'est senti obligé de libérer Guillaume Soro. Il fait donc la même chose aujourd'hui au RDR, à la différence que ce n'est plus sur la scène syndicale, mais politique. Et là encore, depuis sa prise de fonction le patron du RJR n'a pas été pris à défaut. A ce jour, son objectif, c'est faire élire Ouattara, parce que finalement selon lui « *il faut rendre à César ce qui appartient à César* ». Ce qui a le mérite d'être clair !

Dans cette jeunesse qui se révolte permanentement, il faut ajouter le nom de **Joseph Odjé Tiakoré**. Ancien président du RJR, il bénéficie d'un capital sympathie qui fait de lui un des grands fédérateurs de son parti. Enseignant de formation comme Kara, il n'a pas sa langue dans la poche et appuie souvent là où ça fait vraiment mal. Sa conduite de la jeunesse de son parti a été un succès, il capitalise aujourd'hui cette expérience en aidant les autres jeunes à avoir une fibre politique pour « *mettre fin à la chienlit qui déchire la Côte d'Ivoire* ». Traduction, il est temps de chasser le président **Laurent Gbagbo** du pouvoir pour installer le « Brave-Tchè » (surnom de Ouattara). Pour qui connaît Joseph Odjé Tiakoré, ces propos sont loin de ceux d'un esbroufeur. On sait qu'il abhorre les complots de dimanche et qu'en venant au RDR, il s'est fait une promesse, faire de Ouattara le chef de l'Etat ivoirien... l'occasion est en train de se présenter avec la présidentielle qui finira pas se tenir un jour. Odjé saura alors si sa promesse est tenue ou pas. A côté de lui, il y a l'inévitable **Habib Sanogo**. Lui aussi ex-président du RJR. Il a tout connu en étant à la tête de cette structure. Le stress, l'angoisse, la gnack, etc. Lui aussi est dans le dispositif de Ouattara. Car, encore une fois, la stratégie du RDR est bâtie autour des jeunes et dans le cas d'espèce les porte-voix ne sont que Karamoko Yayoro, Joseph Tiakoré et Habib Sanogo...FIN.

Afrique de l'Ouest

CÔTE D'IVOIRE

■ Mambé en justice, présidentielle « parfaitement » menacée

Sauf miracle, la présidentielle du 29 novembre 2009 sera reportée. Cette décision sera prise lors de la prochaine réunion du Cadre permanent de concertation (CPC) d'ici à la première semaine d'octobre 2009. Pendant que tout le monde s'attend à un report, le président de la Commission électorale indépendante (CEI), **Beugré Mambé**, semble vivre sur une autre planète, en affirmant partout et sans retenue qu'il organisera les élections à la date prévue. Dans cette perspective, il a fait distribuer un nouveau chronogramme aux partis politiques ; document dans lequel il démontre qu'il peut gérer les différentes étapes de l'affichage des listes électorales, les réclamations et la distribution des cartes d'électeurs ainsi que les cartes nationales d'identité. En attendant de se rendre à l'évidence, Beugré Mambé est assigné en justice par les agents enrôlés à qui il doit plusieurs mois d'arriérés de salaire. Avec ça, on parle de présidentielle en novembre...

■ Mouvements militaires à Abidjan

Depuis quelques jours, des mouvements de véhicules blindés et de cargos de militaires, de gendarmes ainsi que de policiers sont constatés en des endroits stratégiques d'Abidjan. De jour comme de nuit, les deux ponts reliant le Sud et le Nord de la ville sont contrôlés avec beaucoup plus de rigueur surtout la nuit tombée. De source militaire, on consent à dire qu'un contingent de 126 commandos de l'armée française aurait débarqué et pris ses quartiers aux alentours de l'aéroport international **Félix Houphouët-Boigny** dans la commune de Port Bouët. Le prétexte ? La sécurisation de la future élection. Les Forces de défense et de sécurité ivoiriennes ont donc été mises en alerte maximum. Le général de division chef d'état-major des armées ivoiriennes **Philippe Mangou** et ses hommes ont - selon une source - mis sur pied un plan de sécurisation d'Abidjan et de sa banlieue. Du côté du pouvoir d'Abidjan, on est dans la paranoïa. On craint un éventuel coup de force soutenu par la France. Gavé de rumeurs et pour parer à toute éventualité, le président **Laurent Gbagbo** aurait demandé l'appui d'un corps d'élite israélien. Ces barbouzes séjournent depuis deux semaines à Abidjan. Plus on approche du 29 novembre 2009 - hypothétique date de la présidentielle - plus la tension est palpable. Le Mouvement des forces d'avenir (MFA, opposition) du président **Anaky Kobenan** vient de réclamer une transition sans **Laurent Gbagbo** dans l'hypothèse où la présidentielle de novembre est reportée. Inutile de dire que les populations ivoiriennes retiennent leur souffle.

SENEGAL

■ Anoci, qui veut la tête de Karim Wade ?

Depuis la sortie du livre du journaliste **Abdou Latif Coulibaly** sur les *Comptes et mécomptes de l'Anoci*, beaucoup d'interrogations circulent sur l'origine des éléments d'infos qui ont permis au journaliste de révéler son scoop. D'abord, c'est après les élections locales qui ont vu une débâcle du PDS (au pouvoir) que certains proches de **Karim Wade** se sentant délaissés par leur patron (qui ne les a pas pris dans son équipe du super ministère) qui ont fourni quelques éléments pour ce livre écrit en réalité en trois mois. Puis quelques membres du staff de la présidence et sur cette question de lourds soupçons pèsent sur un secrétaire général et un conseiller aujourd'hui basé en Suisse, ainsi qu'un ministre d'Etat qui s'est inscrit contre la montée du fils dans le jeu politique. Autre piste, les proches de l'ancien patron de Jean Lefebvre Sénégal **Bara Tall** qui compte parmi ses co-actionnaires un grand responsable du Parti socialiste (PS, opposition) qui possède des licences de pêches et un grand hôtel de la place. A cela, il faut ajouter un ancien Premier ministre et une grosse pointure du staff du Français **Vincent Bolloré**. Le tour est joué, puisque le staff Bolloré n'a pas encore digéré la perte du port de Dakar pour Dubaï. La suite du rapport 2 de Latif sur l'Anoci, sera publiée en septembre par un Forum civil qui a promis des révélations plus importantes. La seule notable exception, **Karim Wade** n'est pas le signataire des chèques... Nous y revenons...

GUINEE

■ L'UA et le casse-tête Camara

L'Union africaine (UA) a donné un mois au capitaine **Moussa Dadis Camara** et aux membres de la junte pour s'engager par écrit à ne pas se présenter à la présidentielle de janvier 2010, conformément à la promesse formulée au début de la transition. Dans le cas contraire, l'UA promet des sanctions contre les putschistes et leurs soutiens civils. Non seulement l'Union ne précise pas la nature des sanctions éventuelles, mais elle déclenche une hilarité générale. Il n'y a que les sténos d'Addis-Abeba qui prennent au sérieux les déclarations emphatiques du « syndicat » des chefs d'Etat. D'ailleurs, quelles sanctions pourraient bien prendre l'UA contre l'un de ses pairs, à part l'interdiction de figurer sur l'album de famille ?

Une fois de plus l'UA est à la remorque de l'Union européenne (UE), qui a exigé qu'elle prenne ses responsabilités. L'équation est d'autant plus compliquée que la position de nombre de chefs d'Etat du continent est loin d'être claire. Le colonel **Mouammar Kadhafi**, par exemple, qui fait figure de poids lourd de l'organisation ne se gêne

pas pour soutenir les régimes qui se sont inspirés de son mode d'accès au pouvoir. Dix jours après le coup de force du 23 décembre 2008, il est reçu en grandes pompes à Conakry. Le président du Burkina Faso **Blaise Compaoré** fait aussi figure de parrain de l'ancien intendant du camp **Alpha Yaya Diallo**.

Vu le nombre de chefs d'Etat du continent arrivés au pouvoir par les armes ou suite à des tripotouillages constitutionnels, Dadis Camara peut dormir tranquille et préparer paisiblement sa conquête du pouvoir... à la mauritanienne. Qui pourra lui jeter la première pierre ? Aussi, la communauté internationale s'en est-elle remise à l'un des rares présidents démocratiquement élu sur le continent, à savoir, le Sénégalais **Abdoulaye Wade** pour ramener le capitaine à la raison. Problème : le lobbying de Camara se poursuit y compris en France où **Patrick Balkany**, un proche du président **Nicolas Sarkozy** a déclaré : « *La candidature de Camara ne pose pas problème. C'est un citoyen guinéen comme tous les autres* ». Tout est dit !

AFRIQUE CENTRALE

GABON

■ La solitude de l'opposition

Sans attendre l'avis de la Cour constitutionnelle, **Ali Bongo Ondimba** (ABO), ne cesse de marquer des points. Les messages de félicitation de la quasi-totalité de la communauté internationale a de quoi le satisfaire. Premier à ouvrir le bal, le président **Nicolas Sarkozy**, suivi depuis par tous ses pairs. La prompt reconnaissance du président français est venue ruiner les espoirs du front de l'opposition conduit par **André Mba Obame** (AMO), qui tient des propos très amers à l'endroit de la France. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, le povere AMO après avoir été expulsé de l'ambassade du Cameroun (sur décision personnelle du président **Paul Biya**, officiellement pour avoir manqué à son devoir de réserve), vient de recevoir un coup sur le crâne avec le message de félicitation adressé par celui que l'on présente comme son mentor, son frère **Fang**, le président Equato-Guinéen, **Obiang Nguema Mbasogo**. Pris en fragrant délit de soutien trop ouvert en direction d'AMO, le président équato-guinéen, dont le fils **Teodorin** est un intime d'Ali Bongo, vient de virer casaque. Après avoir été ignoré par ABO lors de tournée de prise de contact auprès de ses pairs de la sous-région, l'équato-guinéen a adressé à ABO une lettre en forme de mea culpa. De quoi énerver Mba Obame, qui désormais peut se consoler avec l'annonce de son arrivée à la tête du Rassemblement pour le Gabon (RPG) de **Paul Mba Abessole**. L'ancien curé bûcheron se voit désormais confiné au poste de président honoraire. Une nouvelle qui est loin d'enchanter le Parti démocratique gabonais (PDG au pouvoir), qui sait désormais que le temps où il dominait le parlement avec plus de 90% d'élus est révolu. La bataille pour les législatives de 2011 promet.

■ Le plan « B » des frontistes

C'est parce que le ministère de l'Intérieur, par la voix de **Jean-François Ndongou**, a solennellement rapplé aux « *agitateurs* » (après les événements malheureux de Port-Gentil, et sous peine de poursuites judiciaires), que des voies légales pour contester les résultats d'un scrutin existaient, que certains candidats malheureux à la présidentielle anticipée du 30 août, s'y sont fina-

lement conformés. La Cour constitutionnelle doit se prononcer, dans un délai d'un mois, sur onze recours en annulation déposés par onze des candidats malheureux. Dans l'esprit des plaignants, c'est autant de temps gagné en vue de retarder l'investiture du futur boss. Au cas où la Cour validerait la victoire d'**Ali Bongo Ondimba**, le plan B consiste à mettre en branle les syndicats, en particulier la puissante centrale du ministère de l'Education, pour pourrir la vie au Président fraîchement élu dès la prochaine rentrée des classes. Ceci est d'autant plus facile que conformément à la géopolitique chère au défunt **Omar Bongo Ondimba**, le Mineduc a été « *abandonné* » à l'ethnie majoritaire **Fang**, dont est issue le candidat malheureux **André Mba Obame**. Laquelle a majoritairement voté pour ce dernier et compte le plus grand nombre d'enseignants. Selon des sources, le porte-parole de la Convention nationale des syndicats du secteur de l'éducation nationale (Conasysed), **Fridolin Mve Messa**, ferait déjà l'objet de sérieuses pressions « *extérieures* » l'invitant à calmer ses troupes. Pour toute réponse, il aurait déclaré que la décision de lancer un mouvement de grève revenait à la base. Ce qui tend à confirmer qu'octobre 2009 pourrait être décisif pour Ali Bongo. André Obame, son ami d'hier, ne le sait que trop bien, lui qui a été un fort actif ministre de l'Education nationale.

■ La fin de la « république des Dg »

L'élection présidentielle terminée et la victoire d'**Ali Bongo Ondimba** saluée notamment par le président français **Nicolas Sarkozy**, **Manuel Barroso** le président de la Commission de l'Union européenne et **Jean Ping** le président de la Commission l'Union africaine (ce qui déjà vaut une demi légitimation en attendant le résultat de l'examen des recours déposés auprès de la Cour constitutionnelle), la paix du cœur est loin d'être revenue chez les directeurs généraux (Dg) des régies financières les plus juteuses du pays : pour la plupart originaires de la province présidentielle du Haut-Ogoué, visés tout au long de la campagne électorale par des tracts virulents les tenant pour les principaux responsables de la saignée financière du pays et de la gabegie entretenue. Peu avant le début de la pré-campagne, le Président nouvellement élu leur a fait savoir, *en off*, que le régime des privilèges qui avait permis à certains d'entre eux de demeurer plus de cinq ans à un poste de son choix avait pris fin. **Michel Mpega**, ex-Dg des impôts, originaire d'Akiéni, l'a compris avant tout le monde. Il a obtenu d'être nommé à la très peu visible, mais non moins intéressante Direction générale de la conservation foncière et des hypothèques. En dehors de lui, chacun se demande quel sort sera réservé à **Juste Valère Okologo** (alias le bijoutier), Dg du budget, ordonnateur du budget de l'Etat, et par conséquent plus puissant que certains ministres. Ses nombreux détracteurs disent de lui qu'il a, comme le héros du *Roi vert*, célèbre roman de **Paul-Loup Sulitzer**, réussi à créer une petite ville moderne, Oskama, à l'origine son village natal, à une centaine de kilomètres de Franceville. Autre cible des attaques, **Antoine Yalanzèle Dangouali**, Dg de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss), originaire de Franceville, initiateur d'un gigantesque et onéreux programme de réhabilitation des hôpitaux de la Sécu derrière lequel on le soupçonne de manipuler allègrement les chiffres. Et pour finir ce passage en revue non exhaustif, reste le cas **Fridolin Onguinda**, Dg des Douanes gabonaises, originaire d'Akiéni, village natal de **Patience Dabany**, ex first Lady et mère du nouveau président.

CAMEROUN

■ Popaul prépare sa fiesta

Cette information classée *Top secret* reste pour le moment paraphée dans les tiroirs imprenables du 3^e étage de la tour de marbre abritant les bureaux du président **Paul Biya** au palais de l'Unité à Etoudi. L'exclusivité de son annonce reviendra bientôt au chef de l'Etat en personne, le temps de s'assurer que les budgets et tous les préparatifs liés à l'organisation matérielle de cet événement inédit sont bouclés entre le Cabinet civil de la présidence que dirige **Martin Belinga Eboutou**, assisté de **Joseph Le**, sous la synchronisation internationale du cabinet de **Patricia Balme** sis à Paris. Toujours est-il que, selon des sources bien introduites à Etoudi, le président Biya prépare activement, mais secrètement, la commémoration du 50^{ème} anniversaire de l'accession du Cameroun fédéral à l'indépendance pour le 1^{er} janvier 2010. L'événement se prépare en grandeur nature, tant l'envergure internationale que compte lui donner le chef de l'Etat camerounais est à la dimension de la soixantaine de chefs d'Etat et chefs de gouvernement que Yaoundé compte réunir à cet effet. Outre les chefs d'Etat qui recevront bientôt les émissaires du successeur constitutionnel du président **Ahmadou Ahidjo**, la présidence camerounaise entend inviter les cadres de l'ONU, les patrons des institutions financières internationales, mais aussi le président **Nicolas Sarkozy** et le Premier ministre britannique **Gordon Brown**, deux leaders dont les pays, la France et l'Angleterre, ont assurés la tutelle et le mandat des Nations unies, après la défaite des colons allemands... Nos sources font également état des festivités culturelles et sportives qui devront meubler une semaine de commémoration s'étalant du 1^{er} au 7 janvier 2010. Paul Biya y conviera les « *anciens* » que sont : **Jacques Chirac**, **Tony Blair**, **Charles Pasqua**, **Abdou Diouf**, **Henri Konan Bédié**... Le président Biya qui soufflera sur sa 28^e bougie à la tête de la magistrature suprême en profitera pour se faire baptiser nouveau patron de la *Françafrique*, et corrélativement « *le bâton de médiateur et sage d'Afrique* » naguère détenu par feu **Omar Bongo Ondimba**. A oublier des mêmes cérémonies, Paul Biya devrait procéder à la réhabilitation quasi officielle des martyrs nationalistes de l'indépendance du Cameroun : **Ahmadou Ahidjo**, **Ruben Um Nyobe**, **Douala Manga Bell**, **Martin Paul Samba**, **Félix Moumié**, en même temps que le rapatriement tout aussi officiel des restes du premier président de la République, **Ahmadou Ahidjo** (Le père de l'indépendance) enterré dans le cimetière musulman de Dakar au Sénégal.

■ Scandale à la SNH

La puissante Société nationale des hydrocarbures (SNH) présentée comme la « *caisse noire des recettes pétrolières* » du régime du « *renouveau* » est en passe de faire exploser l'un des plus grands scandales financiers qu'ait jamais connu le Cameroun dans les tous prochains jours. Il s'agit de l'« *affaire Rto Del Rey* », le nom de baptême du bateau hôtel acheté à 17 milliards de F.CFA par la SNH que dirige un des rarissimes hommes de confiance du président **Paul Biya**, le très discret **Adolphe Moudiki**. Ce *Sawa*, ancien directeur adjoint du Cabinet civil, ancien ministre et actuellement administrateur directeur général de ladite société dont la gestion relève de l'exclusivité de la présidence.

En 2008, la SNH spécialisée dans le partenariat de recherche des puits pétroliers *off-shore* et *on-shore*, ainsi que des quotas de production et de transport du brut tchadien à travers le pipeline Doba-Kribi avait

couronné une année faste en chiffre d'affaire par le versement de la somme record de 651,217 milliards de F.CFA au Trésor public. La bonne santé de la SNH en 2008 s'expliquait, selon nos sources, par trois découvertes et la signature de trois nouveaux contrats de partage de production avec le consortium Glencore/Afex et avec les sociétés Addax et EurOil, respectivement sur les blocs Matanda, Iroko et Etindé. Toutes choses qui avaient permis des versements des primes de rendement à son sélectif personnel, ainsi que les encouragements spéciaux de son PCA statutaire, le secrétaire général de la présidence, **Laurent Ezzo**, tant la ministre des Mines n'en assure qu'une transparente tutelle administrative. En 2008, la SNH avait confirmé la commande d'acquisition d'une barge hôtel d'une capacité de 132 lits : « Cette barge, dénommée *Rio Del Rey*, et qui a coûté 17 milliards de F.CFA environ représente le premier investissement de cet ordre jamais réalisé par la SNH, sur fonds propres », s'en était d'ailleurs félicité l'ADG auprès du président Biya à qui Adolphe Moudiki rend prioritairement et exclusivement compte du vrai tableau de bord des recettes pétrolières...

Le problème aujourd'hui repose essentiellement sur les mécanismes de cette transaction opaque ainsi que les caractéristiques futuristes de la barge Rio Del Rey (RDR) équipée d'un héliport et dont la SNH était peu disert sur le pays et l'usine de fabrication de ce « bateau hôtel flambant neuf ». On sait que le RDR a été fabriqué par « Aksoy Gelibolu Shipyard » en Turquie, dans le même chantier naval ayant monté la barge « Elisa ». Le RDR fabriqué et mis à l'eau le 28 septembre 2008 dans le port de Gelibolu (situé dans le détroit de Dardanelles à 250 bornes d'Istanbul) aurait dû être livré à la SNH au mois d'octobre 2008, via la firme suisse « ABC Maritime » que dirige **Robert Rohrbach**. Seulement la barge RDR n'est jamais arrivée au Cameroun, nonobstant le dernier versement du solde des 17 milliards le 26 novembre 2008. Les traces du RDR remontent plutôt au mois d'avril 2009 où la barge fut utilisée par Total Genève et une expédition aux larges de Dakar au Sénégal le 12 mai 2009. Depuis lors, le Cameroun attend sa barge achetée à pas moins de 17 milliards de F.CFA. Pis, la transaction pour l'acquisition du RDR aurait connu des intermédiaires occultes. Nos sources s'interrogent - entre autres - sur l'attribution d'une somme de 480 millions de F.CFA représentant 3 % des commissions sur les 17 milliards de F.CFA versés à **Dooh Collins**, directeur général de « Petroleum Advising Services » (PAS). Cet argent fait jaser les personnes proches dudit dossier. La presse camerounaise est en passe de se saisir de cette affaire...

■ Des responsables dans l'œil du cyclone

Des dossiers disciplinaires concernant cinq secteurs clefs seraient actuellement bouclés. Ils seraient en rapport avec les détournements dans certains départements ministériels et certaines sociétés d'Etat qui ont émaillé la gestion de personnes ayant autorité. Sont concernés, les ministères : Agriculture et développement rural ; Enseignements secondaires et éducation de base. La Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp) et la Cameroon radio television (Crtv), forment le lot des sociétés d'Etat indexées. Au ministère de l'Agriculture, les enquêtes ont porté sur les marchés fictifs alloués à des tiers par l'ancien chef de ce département **Augustin Frédéric Kodock** et le scandale relatif au projet verger cacao-café. Son successeur **Clobert Tchatat** avait

commis un audit en rapport avec cette gestion. **Jean Knuéti** qui occupa par la suite ce poste a été interpellé sur la destination prise par les 60 tracteurs d'origine indienne, fruits de la coopération afro-indienne. Ces engins offerts à quelques pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale n'ont pas bénéficié au Cameroun. Ces engins auraient été offerts à des tiers par le vice-Premier ministre, ministre de l'Agriculture, parmi lesquels **Amadou Ali**, le vice-Premier ministre, ministre de la Justice, coordonnateur de... l' « Opération épervier ». On prétend qu'il est assez proche de **Paul Biya** qui aurait négocié son départ de la Cemac. L'ensemble des responsables du ministère des Enseignements secondaires et surtout **Louis Bapes Bapes**, le chef de ce département qui aurait été surpris de sa reconduction au sein du gouvernement le 30 juin, ont déjà été auditionnés. Des départs précipités pour des destinations inconnues ont également été enregistrés. Une bourrasque est attendue à la Société camerounaise des dépôts pétroliers, après l'interpellation de l'ex-directeur général **Jean Baptiste Nguini Effa** et cinq de ses collaborateurs. A la Cameroon radio and television, les cas de la gestion de **Gervais Mendo Zé**, ancien directeur général et celle d'**Amadou Vamoulké**, son successeur, préoccuperaient et intéresseraient les services spéciaux.

CONGO BRAZZA

■ Rififi à la BDEAC

Paul Gilles Nanda est Camerounais. Il est surtout conseiller du président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (Bdeac) en poste à Brazzaville. Il jouit de ce fait d'un statut de « fonctionnaire international ». Pourtant il a passé mi-septembre six jours à la maison d'arrêt de Brazzaville. Il a été libéré, mais devra se présenter à la justice congolaise pour répondre des faits qui lui sont reprochés. Un film...

Se rendant à son domicile, Paul Gilles Nanda a été interpellé à bord d'un taxi et conduit *fissa fissa* au « bagne » pour détention provisoire. En fait, **Bertille Yoka**, sa collègue, responsable des ressources humaines au sein de la banque l'accuse de diffamation et de dénonciations calomnieuses. Selon des sources proches du dossier, le Camerounais aurait rédigé un rapport de 161 pages à l'attention des chefs d'Etat de la sous-région. Puis un autre à l'attention des administrateurs de la banque volumineux de 200 pages. Il semble que dans ces deux rapports, le fonctionnaire international ait dénoncé au plus haut niveau, la mauvaise gouvernance des cadres de la banque dont le président **Anicet Georges Dologuélé**. Pis, il aurait affirmé que ce dernier aurait des relations amoureuses avec Bertille Yoka, d'où la plainte de cette dernière. Selon un cadre de la Bdeac, « Bertille est certes une dame mignonne, en procédure de divorce avec son mari. Mais elle est assez étoffée intellectuellement parlant. Je ne pense pas qu'elle ait été contrainte de s'offrir à son chef pour mériter sa place actuelle ». Reste que prévenu ou pas, le fonctionnaire jouit d'une immunité et d'un passeport diplomatique qui le mettent à l'abri de poursuites surtout d'interpellations. D'ailleurs il a été défendu par le président Dologuélé. Mais ses détracteurs eux ne lâchent pas l'affaire. Ils affirment « droits dans leur botte » que Paul Gilles Nanda aurait été démis de ses fonctions de conseiller

à la Bdeac. Sans doute le procès qui va s'ouvrir éclaircira davantage les uns et les autres. Parce cette affaire est tout sauf claire et surtout bizarre. Il faut bien la lumière d'autant que la Bdeac est coutumière de ce genre d'affaire. De fait, il y a peu deux de ses employés - dont un autre Camerounais - avaient été exclus de l'institution pour dénonciations calomnieuses. On affirme que ces derniers auraient tenté de convaincre les chefs d'Etat de la sous-région de ce que les placements de la Bdeac à la banque Austria ont occasionné une perte sèche de près de 10,4 milliards de F.CFA. Une Bdeac victime collatérale de **Bernard Madof**. Une affaire qui depuis pourrit la vie à Anicet Georges Dologuélé, malgré le soutien dont il bénéficie de la part des chefs d'Etats de la sous-région, à l'exception de **François Bozize**, soupçonné d'attiser la braise et qui ces derniers temps, sait se montrer très généreux surtout en direction d'un magazine parisien qui fait de Dologuélé sa tête de turque. A quelques mois de la présidentielle centrafricaine, on comprend les raisons de cet acharnement...

TCHAD

■ Quel rôle pour Goukouni Oueddeï?

En sa qualité d'ancien président de la République, **Goukouni Oueddeï** percevra une pension de 3 millions de F.CFA, bénéficiera de deux véhicules de service, d'un chauffeur et d'une prise en charge totale de ses frais de santé. Il n'y a que les mauvaises langues qui y verront les motifs de son retour au pays natal. Bref, quelles que soient les raisons de ce retour, c'est **Idriss Deby Itno** qui sort vainqueur haut la main de ce qui s'apparente à une reddition. Celui qui affirmait il y a deux ans qu'un retour au Tchad serait vu comme un simple ralliement, déclare aujourd'hui qu'il s'agit de travailler ensemble pour l'avenir du pays. Si cette décision n'a pas surpris, puisqu'il l'avait déjà évoquée à plusieurs reprises, certains doutent de sa capacité à rester neutre et soulignent une position qui tranche fortement avec son parcours fait de luttes sans concessions. Pour le président Idriss Déby c'est en tout cas un succès politique, qui pourrait avoir un impact symbolique certain sur l'avenir de l'opposition armée. Et le Sultan de Bardaï a tenu à mettre les formes : « J'ai décidé de revenir m'installer définitivement au Tchad pour être utile à mon pays ». Le contraire eût été étonnant. Une véritable prise de guerre par ces temps où les ralliements d'anciens rebelles se multiplient, sous le flash des caméras. Président du Tchad entre 1979 et 1982, il avait été renversé par **Hissène Habré**. Exilé en Algérie depuis, il tente de reprendre le pouvoir par les armes durant les années 1980. Quand il lui fallait être sage et faire preuve de stratégie politique, il perdit bêtement son pouvoir, se mettant à dos son allié d'hier, **Hissène Habré** et la France. Ces talents de négociateur qui lui ont manqué, hier, il les propose au Tchad, aujourd'hui. Dans le sillage de feu **Omar Bongo Ondimba**, il tente une médiation en 2007 pour ramener la paix au Tchad. A la tête d'un comité d'une quinzaine de membres, il fait une déclaration digne de Gandhi « je demande aux Tchadiens de l'intérieur comme de l'extérieur d'ouvrir leurs cœurs à partir de maintenant, la main dans la main, pour construire leur pays plutôt que de faire la guerre ». Résultat : la guerre reprit de plus belle.

RD CONGO

Le barrage d'Inga en question

Le dossier du barrage hydroélectrique d'Inga - dont la production totale n'exécède pas actuellement 1750 mégawatts (MW) alors que sa puissance installée pourrait atteindre 40 000 à 45 000 MW - devient quelque peu confus, même pour les acteurs concernés comme la Banque mondiale (BM). Cette institution a approuvé en 2007 un financement de 300 millions \$ pour réhabiliter la centrale Inga I inaugurée en 1982 (1800 MW) et la centrale Inga II, opérationnelle, elle, depuis 1982 (1800 MW). A la demande du gouvernement congolais, la Banque mondiale devrait approuver une enveloppe supplémentaire pour tenir notamment compte de l'accroissement du coût du projet de réhabilitations de ces deux centrales. La Banque mondiale a aussi accordé un financement de 180 millions \$ pour réhabiliter la ligne à haute tension qui s'étire jusqu'en Zambie via le Katanga. Mais, aujourd'hui, la BM attend des précisions du gouvernement sur le type d'appui dont il a besoin pour la suite. Car il est question de construire sur le même site une autre centrale Inga III et d'édifier le Grand Inga. Une centrale qui fournirait alors de quoi alimenter 500 millions de personnes (l'Afrique compte 900 millions d'habitants) et les industries de nombre de pays du continent, à commencer notamment par les voisins que sont la Zambie, le Congo-Brazza et l'Angola. Il n'y a pas que la BM qui se pose des questions. Certains Etats membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) qui sont associés avec la RDC, à travers leurs sociétés nationales en charge de la production de l'énergie électrique, dans un projet sous-régional baptisé le « Westcor Power Project », sont, eux aussi, dans l'expectative. Rappelons que, dans le cadre de ce projet, lancé en 2005, la Sud-africaine Eskom, la Namibienne Nam Power, l'Angolaise Empresa Nacional de Electricidade et la Botswanaïse, Botswana Power Corporation, envisagent, ensemble avec la SNEL, la construction d'Inga III. Mais on parle aussi d'un autre acteur, BHP Billiton, qui veut traiter, de son côté, avec la RDC. Le géant minier anglo-australien se propose de construire dans le Bas-Congo une fonderie d'aluminium alimentée par le courant... d'Inga III et d'apporter dans un premier temps une enveloppe de 20 millions \$. De quoi allécher les autorités congolaises. Les pays membres de la SADC et les responsables regardent du côté du président **Joseph Kabila** qui est depuis septembre le nouveau président en exercice de la communauté régionale. Ils espèrent que Kinshasa relancera la mise en œuvre du projet Westcor.

ProCredit Bank a le vent en pouppée

ProCredit Bank est aujourd'hui la banque « chouchoute » des Kinois. Cet établissement qui a démarré ses opérations en 2005 ne cesse de grignoter des parts de marchés tant en termes de crédit que du côté des dépôts. Ses actionnaires sont, entre autres, allemands, néerlandais et belges. Le succès de ProCredit Bank contribue au développement de la microfinance et du microcrédit. Ce développement va également être impulsé par la Banque centrale qui a entrepris de doter les institutions de microfinance d'un véritable cadre légal. Un avant-projet de loi a été présenté pour discussions aux acteurs concernés et aux autorités de tutelle. C'est le nouveau combat du gouverneur **Jean-Claude Masangu**. Après son adoption en Conseil des ministres, le projet de loi sur la microfinance devrait être discuté au Parlement, avant la promulgation de la loi par le chef de l'Etat.

CAMEROUN

Camair Co décollera en novembre 2009

La nouvelle compagnie aérienne camerounaise à capitaux publics, *Cameroon Airlines Corporation* (Camair Co) créée le 11 septembre 2006 par un décret signé de la main du président **Paul Biya** pour remplacer la défunte Camair mise en liquidation par l'Etat, programme, sauf décalage technique

et non respect de cahier de charges par l'Etat camerounais, son vol inaugural pour le 30 novembre. Ce *timing* confectionné par l'administrateur délégué de la compagnie, **Paul Alain Mendouga** tient compte des accords scellés entre le gouvernement via le ministre d'Etat en charge des Transports, **Bello Bouba Maigari** et le constructeur américain Boeing dont la délégation du département technique et formation a séjourné au Cameroun en début septembre sous la conduite de **Harry Thompson**. Au menu des préparatifs des ultimes plans de vols de la Camair Co, les dernières discussions sur les modalités d'acquisition des aéronefs de la firme Boeing en leasing et/ou avec des options d'achat. Selon nos sources, le choix porté par le gouvernement du Cameroun sur Boeing au détriment de la multinationale européenne Airbus, tient de la bonne tenue des performances des avions Boeing naguère utilisés par la défunte Camair, ainsi que du fait de la possession de l'unique appareil hérité du passif de la Camair. Il s'agit du Boeing 767-300 baptisé *Le Dja* acquis par les soins d'Ansett. Cet avion relooké et en fin de visite technique dans les ateliers de Shannon Aerospace Limited en Irlande, serait en passe de revenir entièrement à l'Etat, tant une partie de la dette du ministre des Finances envers Ansett est presque apurée. Dès lors *Le Dja* ne risquera plus d'être saisi et confisqué par quelques créanciers internationaux. Autre perdant dans la transaction Cameroun-Boeing, c'est bien la compagnie aérienne allemande, Lufthansa dont les services technique sollicitaient le contrat de maintenance de la flotte de Camair Co. Boeing a donné le pion à Airbus et Lufthansa du fait de la gratuité des prestations de recyclage et de maintenance offerts par le constructeur américain sur les berges du Wouri à Douala. Au terme des dites transactions, si le gouvernement de **Philémon Yang** (Premier ministre et actuel PCA de Camair Co) se déleste de ses obligations financières avant la fin du mois d'octobre 2009, il est certain que Boeing assurera la formation et le recyclage de 15 commandants de bord, 15 co-pilotes, 75 PNC (stewards et hôtesse de l'air) et les 82 agents de maintenance Camair Co, en plus des 70 employés au sol. Le dossier technique de la Camair Co est très suivi d'Etoudi où Paul Biya et **Chantal Biya**, la marraine de la compagnie, ont hâte de voir le nouvel équipage prendre son envol à l'échéance du 30 novembre 2009. Toutes choses qui mettront un terme aux locations onéreuses des aéronefs étrangers par le Cabinet civil pour les voyages du couple présidentiel à l'extérieur...

COTE D'IVOIRE

Access Bank veut attirer les jeunes diplômés

La filiale ivoirienne de la banque nigériane, Access Bank, emploie aujourd'hui 122 personnes à Abidjan. Elle a versé dans les effectifs la moitié du personnel de l'ancienne structure, Omnifinance, rachetée par elle. De nouvelles recrues ont ensuite été ajoutées. La banque mise sur un personnel jeune et compétent. Pour ce faire, elle a recours aux jeunes diplômés dès leur sortie de l'université, à l'intérieur du pays ou à l'étranger. Ces derniers sont ensuite envoyés en formation dans un centre d'excellence créé par la maison mère à Lagos. Tous les frais sont pris en charge. La formation coûte de 22 à 25 millions de F.CFA par étudiant et dure 5 mois. La première promotion envoyée par Abidjan est sortie en février. Le major de cette promotion, qui a regagné Abidjan, a été affecté à la direction de la trésorerie. Elle a réalisé un des 5 meilleurs scores jamais réalisés depuis la création de l'école très sélective. A l'issue de cette formation, seuls les étudiants qui obtiennent un score minimum de 65% peuvent intégrer le groupe bancaire. Avec cette formation, les nouvelles recrues s'imprègnent de la culture maison. Access Bank tient beaucoup à l'investissement en capital humain, pour lequel la banque est à peu près sûr celui d'obtenir un meilleur retour sur investissement.

La revue *Autrepart**Afrique noire et monde arabe : continuités et ruptures*

C'est un ouvrage collectif, initié par la revue *Autrepart*, où chaque spécialiste s'empare d'un pan de la problématique générale : les relations multiséculaires entre l'Afrique noire et le monde arabe (Moyen-Orient inclus). La nouveauté et l'intérêt du livre résident dans le décryptage de ces relations passées au crible de leurs complexités géographiques, socio-culturelles et historiques. La région du Sahara est perçue comme un ensemble géostratégique dont les enjeux politiques sont disséqués, ici, avec minutie. Les questions commerciales ne sont pas en reste, avec la Mauritanie comme laboratoire de luttes hégémoniques entre ces deux mondes. Les interactions religieuses, la diaspora et ses circuits financiers sont également étudiés à la loupe. « *Loin de constituer une mer de sable infranchissable, le Sahara était parcouru par une multitude de caravanes qui se livraient à des négoce variés* ». Ce livre explore avec brio cette trame et ses évolutions à travers l'histoire.

Afrique noire et monde arabe : continuités et ruptures,

La revue *Autrepart*, éd de l'Aube (IRD) 2000, 18 euros (12 000 F.CFA)

Marion Fresia

Les Mauritaniens réfugiés au Sénégal

« *Quel sens donne-t-on au 'statut de réfugié' alors que l'on se trouve sur le territoire de ses ancêtres et de ses parents proches* » ? Question terrible pour répondre au drame de l'exil des Mauritaniens au Sénégal. Le sous-titre de l'ouvrage est édifiant à cet égard : *anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire*. Vingt ans maintenant que la situation perdure, depuis qu'en 1989 des milliers de Mauritaniens, en majorité *Haalpulaar*, furent expulsés de leurs terres, dépossédés de leurs biens et de leur citoyenneté. L'auteur **Marion Fresia** plonge dans le quotidien de cette communauté. Quelles sont les implications du droit d'asile sur la redéfinition des critères de l'autochtonie et sur les modalités d'accès aux ressources locales ? « *Comment, enfin, se dessinent l'hétérogénéité des parcours, la complexité des mémoires du passé et la diversité des positionnements face à la question du retour chez soi* » ?

Les Mauritaniens réfugiés au Sénégal,

Marion Fresia, mars 2009, éd L'Harmattan, 30 euros (20 000 F.CFA)

Le Confidentiel Africain

66, rue Condorcet - 75009 Paris - Tél : 01 43 48 28 32 - Fax : 01 43 71 63 12

<http://www.confidentielafricain.com/> - Mail : mlkpublishing@yahoo.fr - ISSN : 1770-0051 - Commission paritaire : 1106 I 86050

Directeur de la publication : **Michel BIONGOLO** (michel@biongolo.com) - Directeur délégué : **Yves Rigaud** (y.rigaud@malaikapublishing.com),

Rédacteur en chef : **Nkumalo SHADRAC** - Secrétaire de rédaction : **Morgane Allen** - Administration et développement : **Laurence MAKACOURTINE** (l.maka@malaikapublishing.com)

Copyright 2008 : imprimé par «Tendance Graphique» 75011 - Paris - Reproduction interdite y compris photocopie sans autorisation

GOMBO SUCRÉ

La disparition d'Omar Bongo Ondimba aura été fatale à **Bosco Alaba Fall**, le procureur de la République devenu célèbre à cause de la guerre qu'il n'a cessé de livrer aux délinquants financiers réputés intouchables vient d'être débarqué de sa fonction. Il avait tenté vainement de défendre son bilan auprès d'Ali Bongo. En plus des ripoux, celui qui ne plaindra pas du départ d'Alaba, c'est son cousin Félix Bongo

Le président centrafricain **François Bozizé** va acheter un Falcon 900 VIP. Pour cela, le groupe français **Dassault** a été approché par **Diagne Bacar** un des nombreux conseillers de Bozizé.

L'ambassadeur **Jean-Christophe Rufin** a remis il y a peu au président sénégalais **Abdoulaye Wade** l'ultime texte de la renégociation des accords de défense le Sénégal et la France. On retient que Paris garde un partenariat militaire avec le Sénégal axé sur les facilités portuaires et aéroportuaires, parce que Dakar demeure une zone accessible pour toutes les opérations extérieures des Gaulois en Afrique.

Ils en veulent au président **Yayi Boni**. Les « gourous » de l'opposition au Bénin se sont mis d'accord en août pour avoir durant la présidentielle de 2011 un candidat unique. Et ce beau monde était composé de l'ex-président **Nicéphore Soglo**, **Adrien Houngbédji**, **Rosine Soglo**, **Kolawolé Antoine Idji**, **Bruno Amoussou** et **Lazare Sèhouéto**. Mais ils sont oubliés un opposant dans leur union : **Abdoulaye Bio Tchane** issue du Nord du pays, lui aussi candidat. Cette région représente 25% du corps électoral.

Fin octobre, la Fondation Benianh International animera des journées de la Science et technologie à Abidjan au Palais de la culture. Celle-ci sera assistée d'African Technology Policy Studies Network (ATPS, basé à Nairobi). Les intervenants ont pour noms, entre autres, **Ibrahima Fall** (directeur Afrique de l'OMPI), les professeurs **Adama Coulibaly**, **Nicole Adjé**, **Stéphane Claon** de l'université d'Abidjan Cocody, **Jean-Louis Billon** (patron du patronat ivoirien), **Yo Tiemoko** (DG du Centre national de recherche agronomique), **Mama Ouattara** (directeur du Centre ivoirien de recherches économiques et sociales), **Marcel Zadi Kessy** (président de CIE/Sodeci) et **Jean Kacou Diagou** (président du groupe NSIA).

Joël Emile Bamkoui est libre. Au grand dam de ses adversaires. Le chef d'escadron avait exécuté **Hervé Michel Mapuro**, inspecteur de police qui avait eu l'outrecuidance de le cocufier dans le domicile conjugal. Le bourreau n'a été condamné qu'à... cinq jours de prison. Période que le gendarme trouverait injustifiée. La justice lui a-t-elle donné-là l'occasion d'aller mieux se pourvoir en... fonds ? L'officier justicier doit payer à la famille qu'il a éplorée la somme de 10 millions de F.CFA en guise de dommages et intérêts.

La hiérarchie de **Luc Emame** aurait-elle fait preuve de mansuétude à l'égard de l'officier déchu qui avait violé les consignes et surtout avait volé la mallette présidentielle le 21 septembre 2008 à l'Hôtel Intercontinental de Genève, alors que le propriétaire s'apprêtait à se rendre à la 63^{ème} Assemblée générale de l'Onu ? Ce « comportement amoral qui a porté atteinte à l'honneur de l'armée » a été sanctionné de 12 mois d'emprisonnement ferme. Incarcéré le 1^{er} décembre de la même année, il ne reste à l'officier qui a passé 22 années de sa vie à servir **Paul Biya** que quelques mois à purger et la somme de 65 000 F.CFA à payer. Dérisoire ? Normal : l'« homme lion » avait placé d'office le lieutenant à la retraite et avait suspendu sa pension retraite.

Antoine Christophe Matabo avait juré les trois doigts en l'air qu'il ne remettrait plus jamais les pieds au Cameroun en tant que **Koffi Olomidé**. L'alors « Rambo du Zaïre », « roi du tchatcho », avait naguère eu des soucis avec des promoteurs culturels nationaux pour une histoire de « gombo » qui avait été mal négociée par les différentes parties. Il a fallu que l'affection que le « Quadra kora man » voue à une amie du pays des **Lions Indomptables** vienne à bout de cette intransigeance. Si tout va bien, **Mopao Mokonzi Monéné**, (MMM), « Sarkozy » est attendu en octobre à Yaoundé pour une série de spectacles.

Petit Pays est un vrai boulimique de titres. De l'« avocat des femmes » en passant par le « turbo d'Afrique », « le neveu de Jésus », il a transité par « excellence » en tant qu'ambassadeur de bonne volonté pour les Synergies africaines. Aujourd'hui, c'est du « M. le président » qu'il s'est fait donner. **Adolphe Claude Moundi** devra être considéré davantage avec beaucoup de respect. Il a été porté à la présidence du Caiman Akwa Club, une équipe de football de deuxième division. Il a été confirmé à ce poste à la tête des « Bana ba Ngando » en remplacement de **Benoît Mbangué**, démissionnaire. On attend financièrement beaucoup de lui surtout des retombées de son spectacle annoncé avec **Koffi Olomidé**, à la faveur duquel on saura distinguer la copie de l'original.

Alassane Ouattara, **Henri Konan Bédié** et **Francis Wodié** haussent le ton. Pas question de reporter la présidentielle à une date autre que le 29 novembre 2009. Politiquement, rien ne bloque et n'empêche la tenue du scrutin présidentiel à la date indiquée par la commission électorale soutiennent-ils en substance. Mais en même temps, qu'ils le disent, ils ne sont pas eux-mêmes convaincus de la pertinence de leur discours. De plus, leurs militants leur reprochent leur côté clair/obscur parce qu'ils donnent l'impression de ne pas être des opposants au régime de **Laurent Gbagbo**.

LES GENS

Eric Waku

Fils d'un ancien ambassadeur du Zaïre de feu maréchal **Mobutu** en Suisse, au Tchad, en Ethiopie et Autriche, **Eric Waku** a d'abord étudié à l'université de Reims avant d'obtenir un diplôme de l'ESCP-EAP, à Paris. Agé aujourd'hui de 41 ans, ce Français d'origine congolaise a rejoint en 1996 Alcatel-Lucent. Il s'y distingue ensuite en faisant partie des « Young High Potential ». Puis il devient le plus jeune country senior officer (responsable-pays). Son ami **Alieu Badara Conteh**, président de Vodacom en RD Congo, ne tarit pas d'éloges sur lui. La consécration arrive dès 2007. **Eric Waku** occupe alors, à partir de Paris, le poste de vice-président Business Development Afrique. Avant que son poste ne soit relocalisé fin 2008 en RD Congo, où il a une bonne partie de sa famille. Depuis, il rayonne, à partir Kinshasa, sur la zone Afrique. Tout au long de ces treize ans, **Eric Waku** a contribué à la percée en Afrique des filiales européennes, asiatiques et africaines du groupe Alcatel-Lucent grâce à son dynamisme, sa connaissance du marché africain, et son professionnalisme. Doué pour la négociation et le financement des projets en environnement à risques, il a su gravir vite les échelons au sein de l'équipementier franco-américain. Ce jeune cadre dynamique au profil multiculturel envisage la suite de sa carrière avec optimisme. Il se verrait bien dans une des grandes organisations multilatérales en charge de développement ou de financement, qui font aussi partie de ses centres d'intérêt.

Alexis Vincent Gomes

Malgré les tee-shirts à son effigie et une campagne menée tambour battant, le célèbre avocat de Pointe-Noire, **Alexis Vincent Gomes**, proche du couple présidentiel du Congo-Brazza, n'a pas réussi à décrocher le poste de directeur international au sein du conseil d'administration de Lions Club International. Bien que candidat de l'ensemble des 27 pays d'Afrique centrale, de l'Ouest et de l'océan Indien, l'homme à la fine moustache, proche également de l'homme d'affaires burkinabé **Lassina Diawara**, a été battu par un Nigérian, soutenu notamment par les Indiens qui font partie de la même aire géographique que le District Multiple 403 auquel appartient Me Gomes. Ce dernier a même envisagé un temps de faire venir en juillet à Minneapolis - où s'est déroulée la convention internationale du Lions club international - le chanteur rd-congolais, **Fally Ipupa**, qui a le vent en poupe. En 2008, l'avocat avait affrété un avion pour faire venir le même **Fally Ipupa** et son groupe à Ouagadougou pour une convention du District Multiple 403. Bon danseur et mélomane, Me Vincent Gomes est un généreux mécène pour nombreux d'artistes du Congo-Kinshasa et de son pays. Aujourd'hui décédé, le chanteur **Madilu Système** lui était également proche. Sa propriété de Pointe-Noire ne laisse personne indifférent. On dit également que peu de femmes savent résister à son charme. Lui n'hésite pas à offrir des cadeaux. L'homme sait surtout soigner son look et son image. Il est toujours entre deux avions.

BULLETIN D'ABONNEMENT, à compléter et à renvoyer sous enveloppe affranchie à

Malaïka Publishing
66, rue Condorcet - 75009 Paris - France

Nom Prénom Profession

Adresse

..... Code Postal

Ville Pays

Veuillez trouver ci-joint mon règlement par chèque par mandat lettre à l'ordre de Le Confidentiel Africain Date et signature
d'un montant de 500 euros pour 22 numéros.

Nouveau :  vous pouvez désormais vous abonner et payer par carte bancaire sur www.confidentielsafricain.fr